

Art. 3. A l'article 97bis du même arrêté, remplacé par l'arrêté royal du 7 décembre 1990, sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 1er est complété comme suit :

« 6° lorsqu'il s'agit de revenus visés à l'article 96bis :

— le débiteur du précompte mobilier doit être mis en possession de l'attestation visée à l'article 97, § 3^{quater};

— le bénéficiaire des revenus doit avoir été propriétaire des titres productifs des revenus pendant toute la période à laquelle ceux-ci se rapportent;

— les titres productifs des revenus doivent, pendant toute cette même période, soit avoir fait l'objet d'une inscription nominative chez l'émetteur soit être au porteur et avoir été déposés à découvert en Belgique auprès d'une banque, d'un établissement public de crédit ou d'une caisse d'épargne soumise au contrôle de la Commission bancaire et financière. »;

2° le § 2 est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. En ce qui concerne les titres au porteur non visés au § 1er, 3° à 6°, les organismes parafiscaux de sécurité sociale ou les organismes y assimilés, le fonds commun de placement, le titulaire d'un compte épargne individuel ou la société d'investissement visée aux articles 114 et 118 de la loi du 4 décembre 1990 relative aux opérations financières et aux marchés financiers, peuvent, conformément à l'article 97ter, obtenir la restitution du précompte mobilier perçu à la source sur les revenus y afférents. ».

Art. 4. A l'article 97ter du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 10 février 1983 et modifié par les arrêtés royaux des 7 avril 1987, 22 juillet 1987 et 7 décembre 1990, le § 1er, alinéa 1er, est complété comme suit :

« 5° les sociétés d'investissement visées aux articles 114 et 118 de la loi du 4 décembre 1990 relative aux opérations financières et aux marchés financiers. ».

Art. 5. Le présent arrêté est applicable aux revenus attribués ou mis en paiement à partir du 1er janvier 1991.

Toutefois, en ce qui concerne les revenus des titres acquis avant la date de publication du présent arrêté au *Moniteur belge*, la condition visée à l'article 97bis, § 1er, 6°, 3ème tiret, de l'arrêté royal du 4 mars 1965 d'exécution du Code des impôts sur les revenus, inséré par l'article 3 du présent arrêté, est censée être remplie lorsque les titres ont fait l'objet d'une inscription nominative ou d'un dépôt à découvert au plus tard le dernier jour du mois qui suit celui de la publication du présent arrêté au *Moniteur belge*.

Art. 6. Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 14 octobre 1991.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,
Ph. MAYSTADT

Art. 3. In artikel 97bis van hetzelfde besluit, vervangen door het koninklijk besluit van 7 december 1990, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1 wordt aangevuld als volgt :

« 6° voor inkomsten vermeld in artikel 96bis :

— de schuldenaar van de roerende voorheffing moet in het bezit worden gesteld van het in artikel 97, § 3^{quater}, vermelde attest;

— de verkrijger van de inkomsten moet eigenaar van de rentegevende effecten zijn geweest gedurende het gehele tijdperk waarop die inkomsten betrekking hebben;

— de rentegevende effecten moeten gedurende geheel datzelfde tijdperk ofwel bij de uitgever op naam zijn ingeschreven ofwel aan toonder zijn en in België in open bewaring zijn gegeven bij een bank, een openbare kredietinstelling of een spaarkas die aan de controle van de Commissie voor het Bank- en Financieuzen is onderworpen. »;

2° § 2 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 2. Met betrekking tot niet in § 1, 3° tot 6°, vermelde effecten aan toonder, kunnen parastatale instellingen voor sociale zekerheid of ermee gelijkgestelde instellingen, gemeenschappelijke beleggingsfondsen, houders van een individuele spaarrekening of beleggingsvennootschappen vermeld in de artikelen 114 en 118 van de wet van 4 december 1990 op de financiële transacties en de financiële markten, overeenkomstig artikel 97ter teruggave verkrijgen van de bij de bron geïnde roerende voorheffing op de desbetreffende inkomsten. ».

Art. 4. In artikel 97ter van hetzelfde besluit, ingevoegd door het koninklijk besluit van 10 februari 1983 en gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 7 april 1987, 22 juli 1987 en 7 december 1990, wordt het eerste lid van § 1 aangevuld als volgt :

« 5° beleggingsvennootschappen vermeld in de artikelen 114 en 118 van de wet van 4 december 1990 op de financiële transacties en de financiële markten. ».

Art. 5. Dit besluit is van toepassing op de met ingang van 1 januari 1991 toegekende of betaalbaar gestelde inkomsten.

Met betrekking tot inkomsten van effecten die vóór de datum van bekendmaking van dit besluit in het *Belgisch Staatsblad* zijn verworven, wordt de voorwaarde vermeld in artikel 97bis, § 1, 6°, 3e streepje, van het koninklijk besluit van 4 maart 1965 tot uitvoering van het Wetboek van de inkomstenbelastingen, ingevoegd door artikel 3 van dit besluit, geacht te zijn vervuld wanneer de effecten op naam zijn ingeschreven of in open bewaring zijn gegeven uiterlijk de laatste dag van de maand na die van de bekendmaking van dit besluit in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 6. Onze Minister van Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 14 oktober 1991.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Financiën,
Ph. MAYSTADT

EXÉCUTIFS — EXECUTIEVEN

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 91 — 2993

[S-C — 29556]

3 JUILLET 1991. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française instituant une chambre de recours des agents du Commissariat général aux relations internationales, à l'exclusion des fonctionnaires généraux

L'Exécutif de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 13, § 5, modifié par la loi spéciale du 16 janvier 1989 et l'article 96 y inséré par la loi spéciale du 8 août 1988;

Vu la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, notamment l'article 11, § 1er, modifié par l'arrêté royal n° 4 du 18 avril 1967;

Vu le décret du 1er juillet 1982 créant un Commissariat général aux relations internationales;
 Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 3 décembre 1982 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel du Commissariat général aux relations internationales, notamment l'article 2;
 Considérant qu'il y a lieu d'adapter les dispositions du statut des agents de l'Etat relatives aux chambres de recours pour les rendre applicables aux agents du Commissariat général aux relations internationales, à l'exclusion des fonctionnaires généraux;
 Vu l'avis du Conseil de direction du Commissariat général aux relations internationales;
 Vu les protocoles d'accord n° 4 du 11 mai 1987 et n° 14 du 15 juin 1990 du Comité de négociation du Commissariat général aux relations internationales;
 Vu l'accord du Ministre-Président de l'Exécutif de la Communauté française qui a le budget et la fonction publique dans ses attributions, donné le 25 juin 1991;
 Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 20 novembre 1990;
 Vu l'avis du Conseil d'Etat;
 Sur la proposition du Ministre-Président et du Ministre ayant les Relations internationales dans ses attributions,
 Vu la délibération de l'Exécutif du 25 juin 1991,

Arrête :

Article 1er. Il est institué une chambre de recours des agents du Commissariat général aux relations internationales, à l'exclusion des fonctionnaires généraux.

Art. 2. La chambre de recours a pour mission de connaître, outre des recours en matière de peines disciplinaires, des demandes en révision de signalement ou de mention défavorable et des autres mesures ou propositions dont elle peut être saisie en application des dispositions fixant le statut administratif du personnel du Commissariat général aux relations internationales.

Elle connaît des recours introduits par tous les agents à l'exclusion des fonctionnaires généraux.

Art. 3. La chambre de recours ressortit à la compétence du Ministre-Membre de l'Exécutif qui a la fonction publique dans ses attributions, ci-après dénommé « le Ministre ».

Art. 4. La chambre de recours se compose :

1° d'un président, magistrat, nommé par l'Exécutif;

2° d'assesseurs choisis parmi les agents du Commissariat général aux relations internationales en activité de service, âgés de 35 ans au moins. Les assesseurs sont désignés pour moitié par l'Exécutif et, pour l'autre moitié :

1° par les organisations syndicales représentatives au sens de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 5 avril 1984 organisant les relations sociales dans les organismes d'intérêt public relevant de la Communauté française, à raison d'un assesseur par organisation;

2° à leur demande, adressée par lettre recommandée au Ministre, par les organisations syndicales agréées, non visées au point 1° ci-dessus, remplissant les conditions de représentativité définies à l'article 8, 1°, 2° et 3° de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 5 avril 1984 organisant les relations sociales dans les organismes d'intérêt public relevant de la Communauté française, à raison d'un assesseur par organisation;

3° d'un greffier-rapporteur désigné par le Ministre;

4° de suppléants, à savoir un président, un greffier et des assesseurs.

Les assesseurs désignés par les organisations syndicales doivent être agréés par l'Exécutif. Le refus d'agrément est soumis au Comité de négociation du Commissariat général aux relations internationales.

Le greffier-rapporteur n'a pas voix délibérative.

Le président, les assesseurs et le greffier suppléants sont désignés de la même manière que les membres effectifs.

Le mandat des assesseurs dans la chambre de recours visée au présent article prend fin trois mois après la date de la publication prévue à l'article 37 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 15 mars 1985 portant modification et exécution de l'arrêté de l'Exécutif du 5 avril 1984 organisant les relations sociales dans les organismes d'intérêt public relevant de la Communauté française.

Dans chaque affaire, un fonctionnaire est désigné par le Commissaire général pour défendre la proposition contestée. Ce fonctionnaire ne peut assister à la délibération. L'avis fait mention de ce que cette interdiction a été respectée.

Art. 5. Les assesseurs effectifs ou suppléants qui siègent pour l'examen d'une affaire doivent appartenir à un niveau égal ou supérieur à celui du requérant.

Lorsque, dans une affaire déterminée soumise à la chambre de recours, un assesseur n'appartient pas au moins au niveau du requérant, il est remplacé par un assesseur suppléant de ce niveau ou d'un niveau supérieur.

Lorsque le nombre d'assesseurs suppléants répondant à cette condition est insuffisant, il est procédé dans un délai maximum d'un mois, suivant les règles en vigueur pour la désignation des assesseurs effectifs et suppléants, à la désignation d'assesseurs suppléants réunissant toutes les conditions requises.

En tout cas, à l'expiration du délai d'un mois, la chambre de recours délibère valablement du moment qu'elle se compose d'un nombre d'assesseurs au moins égal à la moitié plus un du nombre des assesseurs composant normalement la chambre de recours, sans qu'il puisse être exigé que les assesseurs désignés par les organisations syndicales et ceux désignés par l'Exécutif soient en nombre égal.

Art. 6. Le requérant a la faculté de récuser, d'une part, un des assesseurs désignés par l'Exécutif et, d'autre part, un des assesseurs désignés par les organisations syndicales.

Art. 7. Est en outre récusé, l'assesseur qui, de l'avis du président, pourrait être considéré comme juge et partie.

Art. 8. En toute circonstance, l'agent dispose, pour manifester son intention de saisir de son recours la chambre de recours, d'un délai de 10 jours prenant cours à la date à laquelle il est invité à viser soit la proposition de mesure ou de peine, soit, en matière de signalement, la notification de la mention du signalement qui lui est attribué.

Art. 9. La chambre de recours est saisie de l'affaire par les soins du Ministre ou du Commissaire général. Celui-ci transmet le dossier complet de l'affaire, ainsi que toutes les pièces relatives au signalement de l'agent.

Art. 10. Aucune demande ne peut faire l'objet des délibérations de la chambre de recours, si les enquêtes ne sont complètement terminées, si le requérant n'a été mis à même de faire valoir ses moyens de défense et si le dossier ne contient tous les éléments utiles susceptibles de permettre à la chambre de recours d'émettre un avis en toute connaissance de cause.

Art. 11. La chambre de recours ne peut délibérer que si la majorité des assesseurs convoqués à l'audience est présente.

Sauf lorsqu'il est fait application de l'article 5, alinéa 4, les assesseurs désignés par l'Exécutif et ceux désignés par les organisations syndicales, qui prennent part au vote, doivent être en nombre égal. Le cas échéant, la parité est rétablie par l'élimination d'un ou de plusieurs assesseurs, après tirage au sort.

Art. 12. La chambre de recours peut recommander des enquêtes complémentaires et demander d'y déléguer deux assesseurs qui ont assisté aux délibérations; ceux-ci, hors les cas où aucun assesseur n'est désigné par les organisations syndicales, sont choisis l'un parmi les assesseurs désignés par l'Exécutif, l'autre parmi les assesseurs désignés par une organisation syndicale.

Après examen, la chambre de recours envoie le dossier au Ministre et lui fait connaître son avis motivé. Elle mentionne par quel nombre de voix, pour ou contre, le vote a été acquis.

Le vote a lieu au scrutin secret. En cas de partage, l'avis est considéré comme favorable au requérant.

Le requérant et son défenseur sont admis à prendre connaissance, au greffe de la chambre de recours, de l'avis émis.

Art. 13. A moins d'empêchement légitime, l'appelant comparait en personne; il peut faire choix, pour sa défense, d'un agent du Commissariat général, en activité de service ou pensionné, d'un avocat ou d'un délégué d'une organisation syndicale agréée.

Le défenseur ne peut faire partie, à aucun titre, de la chambre de recours.

Art. 14. Si, bien que régulièrement convoqué, l'agent s'abstient sans excuse valable de comparaître, la chambre de recours se considère comme dessaisie et transmet le dossier au Ministre.

Art. 15. En cas d'avis favorable de la chambre de recours, la décision est toujours prise ou proposée définitivement par le Ministre. Celui-ci motive toute décision non conforme à l'avis de la chambre de recours. Le Ministre ou le Commissaire général notifie la décision à la chambre de recours.

Art. 16. Les indemnités pour frais de séjour et de parcours calculés suivant les dispositions réglementaires, sont accordées aux assesseurs, au défenseur s'il est agent de l'Etat, ainsi qu'au requérant si l'avis de la chambre de recours lui est favorable.

Art. 17. La chambre de recours établit un règlement d'ordre intérieur et le soumet à l'approbation du Ministre.

Art. 18. Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel il aura été publié au *Moniteur belge*.

Art. 19. Le Ministre-Président et le Ministre ayant les Relations internationales dans ses attributions sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 3 juillet 1991.

Par l'Exécutif de la Communauté française:

Le Ministre-Président,
V. FEAUX

Le Ministre de l'Enseignement, de la Formation, du Sport, du Tourisme
et des Relations internationales,
J.-P. GRAFE

—
VERTALING

—
MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 91 — 2993

[S-C — 29556]

3 JULI 1991. — Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap tot oprichting van een kamer van beroep van de ambtenaren van het Commissariaat-generaal voor de internationale betrekkingen, met uitsluiting van de algemene ambtenaren

De Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 op de institutionele hervormingen, inzonderheid artikel 13, § 5, gewijzigd bij de bijzondere wet van 16 januari 1989 en artikel 96 dat werd ingevoegd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988;

Gelet op de wet van 16 maart 1954 houdende de controle van bepaalde organismen van openbaar belang, inzonderheid artikel 11, § 1, gewijzigd bij koninklijk besluit nr. 4 van 18 april 1967;

Gelet op het decreet van 1 juli 1982 ter oprichting van een Commissariaat-generaal voor de internationale betrekkingen;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 3 december 1982 dat het administratief en geldelijk statuut van het personeel van het Commissariaat-generaal voor de internationale betrekkingen vastlegt, inzonderheid artikel 2;

Overwegende dat het wenselijk is de bepalingen van het statuut van de Staatsambtenaren met betrekking tot de kamer van beroep aan te passen om deze toepasbaar te maken op de ambtenaren van het Commissariaat-generaal voor de internationale betrekkingen, met uitsluiting van de algemene ambtenaren;

Gelet op het advies van de Directieraad van het Commissariaat-generaal voor de internationale betrekkingen;

Gelet op de protocolakkoorden nr. 4 van 11 mei 1987 en nr. 14 van 15 juni 1990 van het Overlegcomité van het Commissariaat-generaal voor de internationale betrekkingen;

Gelet op het akkoord van de Minister-Voorzitter van de Franse Gemeenschapsexecutieve die bevoegd is voor de begroting en het openbaar ambt, gegeven op 25 juni 1991;

Gelet op het akkoord van de Minister van het Openbaar Ambt, gegeven op 20 november 1990;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op voorstel van de Minister-Voorzitter en de Minister die bevoegd is voor de internationale betrekkingen;
Gelet op de beraadslaging van de Executieve van 25 juni 1991,

Besluit :

Artikel 1. Er wordt een kamer van beroep van de ambtenaren van het Commissariaat-generaal voor de internationale betrekkingen, met uitsluiting van de algemene ambtenaren, opgericht.

Art. 2. Deze kamer van beroep heeft tot taak, naast de beroepen inzake tuchtstraffen, kennis te nemen van aanvragen tot herziening van beoordeling of ongunstige vermelding en andere maatregelen of voorstellen die haar worden voorgelegd in toepassing van de bepalingen die het administratief statuut van het personeel van het Commissariaat-generaal voor de internationale betrekkingen vastleggen.

Zij neemt kennis van de beroepen die worden ingediend door alle ambtenaren, met uitsluiting van de algemene ambtenaren.

Art. 3. De kamer van beroep valt onder de bevoegdheid van de Minister van de Executieve die bevoegd is voor het openbaar ambt, hierna « de Minister » genoemd.

Art. 4. De kamer van beroep is samengesteld uit :

1° een voorzitter, magistraat, benoemd door de Executieve;

2° assessoren die worden gekozen onder de ambtenaren van het Commissariaat-generaal voor de internationale betrekkingen in actieve dienst, ten minste 35 jaar oud. De assessoren worden voor de helft aangesteld door de Executieve en voor de andere helft :

1° door de representatieve vakbondsorganisaties in de zin van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 5 april 1984 ter organisatie van de sociale relaties in de organismen van openbaar belang die vallen onder de Franse Gemeenschap, ten belope van één assessor per organisatie;

2° op hun verzoek, bij aangetekend schrijven tot de Minister gericht, door de erkende vakbondsorganisaties, niet bedoeld onder punt 1° hierboven, die voldoen aan de representativiteitsvoorwaarden bepaald in artikel 8, 1°, 2° en 3° van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 5 april 1984 ter organisatie van de sociale relaties in de organismen van openbaar belang die vallen onder de Franse Gemeenschap, ten belope van één assessor per organisatie;

3° een griffier-verslaggever aangesteld door de Minister;

4° plaatsvervangers, met name een voorzitter, een griffier en assessoren.

De door de vakbondsorganisaties aangestelde assessoren moeten door de Executieve worden erkend. De weigering van erkenning wordt voorgelegd aan het Overlegcomité van het Commissariaat-generaal voor de internationale betrekkingen.

De griffier-verslaggever is niet stemgerechtigd.

De plaatsvervangende voorzitter, assessoren en griffier worden op dezelfde manier aangesteld als de effectieve leden.

Het mandaat van de assessoren in de kamer van beroep bedoeld in dit artikel eindigt drie maanden na de datum van publikatie bepaald in artikel 37 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1985 tot wijziging en uitvoering van het besluit van de Executieve van 5 april 1984 ter organisatie van de organismen van openbaar belang die vallen onder de Franse Gemeenschap.

In elke zaak wordt door de Commissaris-generaal een ambtenaar aangesteld om het betwiste voorstel te verdedigen. Deze ambtenaar mag de beraadslaging niet bijwonen. Het advies vermeldt dat dit verbod werd nageleefd.

Art. 5. De effectieve of plaatsvervangende assessoren die zetelen voor het onderzoek van een zaak, moeten behoren tot een gelijk of hoger niveau dan dat van de eiser.

Als in een bepaalde zaak die aan de kamer van beroep wordt voorgelegd, een assessor niet behoort tot ten minste het niveau van de eiser, wordt hij vervangen door een plaatsvervangend assessor van dat niveau of van een hoger niveau.

Als het aantal plaatsvervangende assessoren dat aan deze voorwaarde beantwoordt, ontoereikend is, wordt binnen een termijn van ten hoogste een maand volgens de geldende regels voor de aanstelling van effectieve en plaatsvervangende assessoren overgegaan tot de aanstelling van plaatsvervangende assessoren die aan alle vereiste voorwaarden voldoen.

Na verstrijking van de termijn van één maand beraadslaagt de kamer van beroep in elk geval geldig van zodra zij bestaat uit een aantal assessoren dat ten minste gelijk is aan de helft plus één van het aantal assessoren dat de kamer van beroep normalerwijze telt, zonder dat kan worden geëist dat het aantal door de vakbondsorganisaties aangestelde assessoren gelijk is aan het door de Executieve aangestelde aantal.

Art. 6. De eiser heeft de mogelijkheid, enerzijds, één van de door de Executieve aangestelde assessoren en, anderzijds, één van de door de vakbondsorganisaties aangestelde assessoren te wraken.

Art. 7. Wordt bovendien gewraakt, de assessor die naar het oordeel van de voorzitter zou kunnen worden beschouwd als rechter en pardj.

Art. 8. Om kenbaar te maken dat hij zijn beroep bij de kamer van beroep aanhangig wil maken, beschikt de ambtenaar in elk geval over een termijn van 10 dagen die ingaat op de dag waarop hij wordt verzocht ofwel zijn voorstel tot maatregel of straf te viseren, ofwel, in geval van beoordeling, bij de betekening van de vermelding van de beoordeling die hem wordt gegeven.

Art. 9. De zaak wordt bij de kamer van beroep aanhangig gemaakt door toedoen van de Minister of van de Commissaris-generaal. Laatsgenoemde overhandigt het volledige dossier van de zaak, evenals alle stukken met betrekking tot de beoordeling van de ambtenaar.

Art. 10. Over geen enkele aanvraag kan in de kamer van beroep worden beraadslaagd indien de onderzoeken niet volledig zijn afgerond, indien de eiser niet de mogelijkheid had zijn verdedigingsmiddelen te doen gelden en indien het dossier niet alle gegevens bevat die nuttig kunnen zijn om de kamer van beroep in staat te stellen met kennis van zaken een advies uit te brengen.

Art. 11. De kamer van beroep kan alleen beraadslagen indien de meerderheid van de op de zitting bijgeroepen assessoren aanwezig is.

Behalve als artikel 5, alinea 4, wordt toegepast, moeten de door de Executieve en de door de vakbondsorganisaties aangestelde assessoren gelijk in aantal zijn. Eventueel wordt de pariteit hersteld door eliminatie van een of meer assessoren na lottrekking.

Art. 12. De kamer van beroep kan aanvullende onderzoeken aanbevelen en vragen daarbij twee assessoren die de beraadslagingen hebben bijgewoond, af te vaardigen; van hen wordt, behalve wanneer geen assessor wordt aangesteld door de vakbondsorganisaties, een gekozen onder de door de Executieve aangestelde assessoren en een andere onder de door een vakbondsorganisatie aangestelde assessoren.

Na onderzoek stuurt de kamer van beroep het dossier naar de Minister en brengt zij aan hem haar met redenen omkleed advies uit. Zij vermeldt ook met hoeveel stemmen voor of tegen het advies werd uitgebracht.

De stemming is geheim. Bij staking van stemmen wordt het advies als gunstig voor de eiser geacht.

De eiser en zijn verdediger mogen op de griffie van de kamer van beroep kennis nemen van het uitgebrachte advies.

Art. 13. Behoudens gewettigde verhindering verschijnt de comparant persoonlijk; hij kan voor zijn verdediging kiezen uit een ambtenaar van het Commissariaat-generaal, in actieve dienst of met rust, een advocaat of een afgevaardigde van een erkende vakbondsorganisatie.

De verdediger mag in geen geval deel uitmaken van de kamer van beroep.

Art. 14. Als de ambtenaar, hoewel regelmatig opgeroepen, niet verschijnt zonder een geldige verontschuldiging, beschouwt de kamer van beroep zich ontslagen van de zaak en maakt zij het dossier over aan de Minister.

Art. 15. In geval van gunstig advies van de kamer van beroep wordt de beslissing steeds definitief genomen of voorgesteld door de Minister. Laatstgenoemde omkleedt elke beslissing die het advies van de kamer van beroep niet volgt, steeds met redenen. De Minister of de Commissaris-generaal betekent de beslissing aan de kamer van beroep.

Art. 16. De vergoedingen voor verblijf- en reiskosten, berekend volgens de reglementaire bepalingen, worden toegekend aan de assessoren, aan de verdediger indien hij een Staatsambtenaar is, evenals aan de eiser indien het advies van de kamer van beroep voor hem gunstig is.

Art. 17. De kamer van beroep stelt een huisreglement op en legt dit ter goedkeuring aan de Minister voor.

Art. 18. Dit besluit wordt van kracht op de eerste dag van de maand volgend op de maand waarin het is verschenen in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 19. De Minister-Voorzitter en de Minister die bevoegd is voor de internationale betrekkingen, zijn belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 3 juli 1991.

Door de Executieve van de Franse Gemeenschap,
De Minister-Voorzitter,
V. FEAUX

De Minister van Onderwijs, van Vorming, van Sport, van Toerisme
en van Internationale Betrekkingen,
J.-P. GRAFE

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELSE HOOFDSTEDELIJK GEWEST

EXECUTIF DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 91 — 2994

11 JUILLET 1991. — Arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale portant exécution de l'article 4 de l'ordonnance relative au droit à la fourniture minimale d'électricité

L'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, modifiée par la loi spéciale du 8 août 1988, et notamment l'article 6, § 1er, VII;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, et notamment l'article 4;

Vu l'arrêté ministériel du 8 septembre 1989 fixant les compétences du Secrétaire d'Etat régional adjoint au Ministre de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale chargé de l'Economie;

Vu l'ordonnance relative au droit à la fourniture minimale d'électricité approuvée par le Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale le 20 juin 1991 et sanctionnée par l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale le 11 juillet 1991, et notamment l'article 4;

Vu l'avis du Conseil d'Etat du 13 septembre 1990,

Arrête :

Article 1er. Le présent arrêté règle une matière visée à l'article 107^{quater} de la Constitution.

BRUSSELSE HOOFDSTEDELIJKE EXECUTIEVE

N. 91 — 2994

11 JULI 1991. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve in uitvoering van artikel 4 van de ordonnantie met betrekking tot het recht op een minimumlevering van elektriciteit

De Brusselse Hoofdstedelijke Executieve,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988, inzonderheid artikel 6, § 1, VII;

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, inzonderheid artikel 4;

Gelet op het ministerieel besluit van 8 september 1989 tot vaststelling van de bevoegdheden van de Gewestelijke Staatssecretaris toegevoegd aan de Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve belast met de Economie;

Gelet op de ordonnantie met betrekking tot het recht op een minimumlevering van elektriciteit die door de Brusselse Hoofdstedelijke Raad werd aangenomen op 20 juni 1991 en door de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve bekrachtigd op 11 juli 1991, inzonderheid artikel 4;

Gelet op het advies van de Raad van State van 13 september 1990,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt een aangelegenheid bedoeld bij artikel 107^{quater} van de Grondwet.